

DGAS
DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES SERVICES
SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC
commission_securite@mairie-aixenprovence.fr

PROCES VERBAL
DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ
DU 26 JUIN 2024

Établissement : **ARCHIVES NATIONALES D'OUTRE MER**

Adresse : **29 CHEMIN DU MOULIN DE TESTAS -13090 AIX EN PROVENCE**

Responsable de l'établissement : **Isabelle DION - Directrice**

Téléphone : **04.42.93.38.51**

Mail : **isabelle.dion@culture.gouv.fr**

Classement – Catégorie :

Type : **S**

Catégorie : **4^{ème}**

Effectif théorique ou déclaré :

Total de : **230 personnes**

Date de la dernière visite : **11 Mars 2021**

Avis : **Favorable**

OBJET : VISITE DE RECEPTION DE TRAVAUX DE
L'AT N°13 001 23J0184

Application de l'article R. 143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article GE 4 du règlement de sécurité incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public.

Référence à rappeler :
DD - PV N°C/2024/105

ÉTAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative :

Nom	Service représenté
M. Jean-Christophe GRUVEL	Adjoint au Maire de la ville Aix en Provence Président
Capitaine Jean6Baptiste DEPINOY	SDIS 13 - Service Départementale d'Incendie et de Secours Rapporteur
Brigadier/Chef Marie-Laure CHIABRERO	C.P.N.- Circonscription Police Nationale d'Aix en Provence
Mme Isabelle VENOT	Service des Établissements recevant du Public de la ville d'Aix-en-Provence

DESCRIPTIF

Il s'agit d'un établissement à R + 1 se constituant :

	Archives d'Outre-Mer
Rez-de-chaussée	<ul style="list-style-type: none"> - 1 hall d'entrée - 1 salle de projet - 1 salle de réunions de 54 m² - 1 salle de 100 m² - 1 banque accueil - 1 cafétéria - 1 local dépôt - 1 patio - 10 bureaux - Vestiaires - 4 issues de secours totalisant 8 UP
1 ^{er} étage	<ul style="list-style-type: none"> - 1 banque d'accueil - 1 local de stockage d'archives - 1 local répartiteur - 9 bureaux - 1 salle de groupes - 2 aires de stockage d'archives - 1 salle de réunions - 1 salle de lecture de 72 places - 3 loges - 2 escaliers totalisant 3 UP

Nota : Ce descriptif concerne uniquement la partie ERP. Il y a en plus, un bâtiment R+6 mitoyen à cette partie, qui contient uniquement les archives avec ses locaux annexes, et le logement du directeur au dernier niveau.

- **Nombre de façades accessibles : 1**
- **Tiers : Mitoyen (partie archives), mais ensemble isolé**
- **Structure : Béton**
- **Cloisonnement : Traditionnel**
- **DECI : 1 hydrant à moins de 200 m**

RÈGLEMENTATIONS APPLICABLES

- ⇒ Code de la Construction et de l'habitation (Article R 143.1 à R 143.47, R 184.2 et R 184.5) relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- ⇒ Arrêté du 25 juin 1980 - Dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.
- ⇒ Arrêté du 12 juin 1995 modifié portant dispositions particulières applicables aux ERP de type S.
- ⇒ Décret N° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale pour la sécurité et l'Accessibilité.
- ⇒ Code du travail décret n° 92.332 et 92.333 du 31 mars 1992 et arrêté du 05 août 1992.
- ⇒ Décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques.
- ⇒ Arrêté préfectoral du 31 janvier 2017 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie des Bouches-du-Rhône.

DOCUMENTS PRÉSENTÉS :

Visite de réception :

- Rapport de vérifications réglementaire après travaux relatif aux risques incendie et de panique dans un ERP par l'organisme de contrôle Caliconsult, en date du 10/06/24.
- Attestation de contrôle technique, mission relative à la solidité, par l'organisme de contrôle Caliconsult en date du 10/06/24.
- Attestation du maître de l'ouvrage, sur le contrôle et les vérifications techniques relatives à la solidité conformément aux textes en vigueur, en date du 10/06/24 par l'OPPIC.

ESSAIS REALISES ET RESULTATS

- Alarme/SSI : non
- Eclairage de sécurité : non
- Issues de secours : asservir les portes à l'alarme

DOCUMENT TRANSMIS APRES LA VISITE PAR LE GROUPE TECHNIQUE :

- Attestation du technicien compétent sur l'asservissement de la porte.

**AVIS DE LA COMMISSION : FAVORABLE
A LA RECEPTION DE L'AT N° 13 001 23J 0184**

La Commission rappelle les dispositions de l'article R 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation et demande l'exécution des prescriptions énoncées au présent PV.

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cour d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par arrêté du ministère de l'Intérieur et des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

**Le Président Jean Christophe GRUVEL,
Adjoint au Maire,
Délégué aux Commissions de Sécurité,
Réglementation et Contrôle des Etablissements Recevant du Public**

